



## La célébration du 1<sup>er</sup> MAI Journée de luttes du mouvement ouvrier ou fête du travail ?

Combien de celles et de ceux qui manifestent le 1<sup>er</sup> mai savent qu'il s'agit d'une journée de commémoration de la grève sanglante des ouvrier-e-s de l'usine Mac McCormick qui eut lieu en mai 1886 à Chicago pour l'obtention de la journée de 8 heures ? Huit anarchistes furent arrêtés, jugés et condamnés à mort par pendaison ou à la prison à vie. Quatre furent pendus le 11 novembre 1887, le « Black Friday » (vendredi noir). Ils seront innocentés et réhabilités plusieurs années après.

Lors du congrès socialiste international de Paris en 1889, fut décidé de faire du 1<sup>er</sup> mai une journée revendicative et symbolique de la lutte des classes et de l'identité du mouvement ouvrier.

En France, dès 1890, des ouvrières et des ouvriers font grève ce jour-là, avec le risque de perdre leur travail (le droit de grève n'existait pas), pour l'obtention de la semaine de 48 heures (seul le dimanche était chômé).

Le 1<sup>er</sup> mai 1891 à Fourmies, petite ville du Nord de la France, la manifestation tourne au drame, la troupe tire sur la foule faisant 8 morts, dont l'ouvrière Marie Blondeau qui devint le triste symbole de cette journée, d'où le port d'une églantine écarlate par les manifestant-e-s les années suivantes.



### Point de fête du travail ces années-là mais luttes du monde ouvrier !



C'est sous le gouvernement de Vichy en 1941, par une loi, que le mot de fête est attribué au 1<sup>er</sup> mai qui devient chômé sous le titre de « Fête du travail et de la concorde sociale », une manœuvre pour tenter d'obtenir le soutien des travailleurs et des travailleurs au régime. En 1988 le Front National récupère cette journée pour célébrer Jeanne d'Arc et sa victoire à Orléans, qui se situe normalement le 8 mai.

Alors aujourd'hui notre priorité est plus que jamais la riposte aux attaques contre le monde du travail faites par les gouvernements successifs qu'ils soient de droite et de gauche et non la célébration habituelle avec ses manifestations/promenades « ronron ». Reprenons le flambeau de la lutte de classes, sortons des journées d'action éclatées et sectorielles pour un « Toutes et tous ensemble » de luttes du monde ouvrier, le 1<sup>er</sup> mai et pas seulement !

**« Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui »**

(Dernières paroles d'Augustin Spies syndicaliste anarchiste condamné à mort en 1886 à Chicago).

#### Sommaire

Page 1 : Premier Mai  
Page 2 : Valls contre la classe ouvrière  
Pages 3-4-5 : Pour une autre Europe



Page 6 : Actualités Pays Basque  
Page 7 : Rivalités impérialistes en Ukraine  
Page 8 : Livre – Seul dans Berlin

## Hollande-Valls, un tandem de choc contre le monde du travail

**U**n patron qui participait récemment à une réunion à Matignon a eu ce cri du cœur : « Je lui donne une note très supérieure à celle de son prédécesseur Jean-Marc Ayrault ». De fait il ne peut que se réjouir des premières mesures annoncées par Valls.

### Non au pacte de responsabilité !

Le patronat attendait 30 milliards d'euros. Grâce à des baisses ou à des suppressions d'impôt supplémentaires, le cadeau s'élève à au moins 38 milliards, et, s'il fallait en rajouter, sans la moindre contrepartie exigée. Cela n'empêche pas le Medef d'en vouloir toujours plus. Il exige maintenant l'application rapide des mesures décidées et, par la voix de Gattaz, demande la création d'un SMIC jeune.

La deuxième partie du « pacte de responsabilité » est un plan d'austérité de 50 milliards, véritable arme de choc dirigée contre la population. Ces « économies » vont entraîner moins de services publics, moins de prestations sociales, le gel donc la baisse des retraites et des salaires des fonctionnaires – modèle que le secteur privé suivra, n'en doutons pas.

Quant au volet dit de « solidarité » du pacte, il repose sur une escroquerie manifeste. L'augmentation du salaire net des smicards – au delà de n'être que de 40 euros mensuels – viendra de la baisse de leurs cotisations salariales, c'est à dire de leur salaire global. Et ce sera autant d'argent en moins pour les prestations sociales, un coup supplémentaire contre la Sécurité Sociale, s'ajoutant à la suppression des cotisations sociales patronales pour les salaires au niveau du SMIC, qui fait partie du paquet cadeau au patronat.

### Mais que font les directions des confédérations syndicales ?

La grande majorité de la population va connaître une nouvelle dégradation de ses conditions de travail et de vie, pour permettre à une infime minorité de s'enrichir toujours plus. Crise ou pas, les actionnaires de CAC 40 recevront plus de 40 milliards de dividendes en 2014.

L'offensive du gouvernement et du patronat n'a d'égal que l'inertie des directions syndicales. Au mieux, les dirigeants des confédérations critiquent verbalement le



Photothèque Rouge / Frank Houlgatte

pacte de façon plus ou moins véhémente, tout en restant englués dans le « dialogue social ». N'attendons pas de leur part des mots d'ordre clairs et des propositions d'action à la hauteur de l'ampleur de l'attaque – elle, bien planifiée – contre le monde du travail.

Des députés PS disent récuser la politique économique de Hollande-Valls. Ce dernier leur a répondu en amendant le pacte...très à la marge. Les pensions inférieures à 1200 euros seront épargnées, le point d'indice des fonctionnaires pourra être revu annuellement suivant la croissance, le Revenu de Solidarité Active sera bien appliqué au 1<sup>er</sup> septembre tandis qu'une « mesure fiscale de soutien au ménages » est confirmée mais pas précisée. Rien qui remette en cause l'iniquité du pacte, mais cela a suffi à limiter la « fronde » à 41 abstentions de députés PS lors du vote consultatif au Parlement le 29 avril. Les grands patrons peuvent dormir tranquilles !

### Pour une riposte d'ensemble public-privé !

Le 15 mai, c'est une intersyndicale large qui appelle la Fonction Publique à une journée d'action, « pour les salaires et pour des emplois publics de qualité ». On ne peut que souscrire à ces revendications malgré leur imprécision, mais remarquer que l'annulation du pacte de responsabilité n'y figure pas. Il n'est même pas mentionné dans l'appel unitaire. De plus, ces journées d'action non seulement isolées, mais encore sectorielles, ont largement fait la preuve de leur inefficacité.

**Nous participerons au 15, mais sur des bases qui correspondent aux nécessités de l'heure. C'est un toutes et tous ensemble public-privé qu'il faut préparer, avec un plan d'urgence unitaire :**

- Annulation du pacte de responsabilité
- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes
- Partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire
- Augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux.



## Contre le capitalisme et le nationalisme

# Construire une Europe socialiste et internationaliste

Les élections, destinées à élire les 751 député-e-s (dont 74 venant de France) qui siègeront au Parlement européen, vont se dérouler entre les 22 et 25 mai prochains dans les 28 États membres. Pour ce scrutin l'Hexagone a été divisé en sept circonscriptions régionales auxquelles s'ajoute une circonscription d'Outre-Mer. Le NPA sera présent dans 5 des 7 circonscriptions métropolitaines dont notamment celle du Sud-Ouest qui regroupe les Régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.



Nous participerons à cette consultation pour dénoncer, une fois de plus, ce qu'est réellement l'Union européenne : une machine de guerre contre les classes populaires, les salaires, la protection sociale, les services publics et le code du Travail. Depuis sa création elle s'est comportée comme une structure bureaucratique et antidémocratique destinée, avant tout, à servir les intérêts des multinationales et de la Finance. De plus elle a utilisé la crise pour imposer aux peuples - notamment en Grèce, au Portugal et en Espagne - des régressions sociales d'importance.

### Pour une Europe des travailleurs et des travailleuses

Cette Europe capitaliste nous la combattons becs et ongles car que la Commission européenne soit dominée par la Droite ou par la Gauche, sa politique est toujours la même : faire payer les plus pauvres pour éviter que les capitalistes ne pâtissent trop de la crise économique et financière dont ils sont pourtant les seuls responsables.

Mais pour nous dénoncer l'Union européenne ne signifie nullement préconiser la fermeture des frontières nationales et pleurer sur une prétendue "souveraineté" que la France aurait perdue. C'est là un discours nationaliste et chauvin qui tend à faire croire aux exploités-e-s que leurs maux ne viennent pas du capitalisme mais des eurocrates de Bruxelles. Triste illusion propagée en particulier par le Front national et les groupuscules d'extrême-droite.

Les anticapitalistes que nous sommes savent parfaitement que l'économie capitaliste a depuis longtemps fait voler en éclats les cadres nationaux et qu'il n'y aura pas de retour en arrière. Et c'est une bonne chose.

L'Europe que nous voulons construire sera celle des travailleurs et des travailleuses qui se tendront fraternellement la main par dessus les frontières pour engager ensemble des luttes communes contre le chômage, la spéculation financière, le maintien des services publics, le respect élémentaire des droits de la personne humaine. L'Europe que nous voulons construire sera résolument internationaliste. Elle ne laissera pas des milliers d'Africain-e-s mourir noyé-e-s chaque année au large de la Sicile ou des côtes espagnoles, et ne fermera pas ses portes aux réfugié-e-s politiques qui, là encore par milliers, tentent désespérément d'échapper aux persécutions qui les menacent dans leurs pays d'origine, que ce soit au Moyen Orient, au Sahel ou ailleurs. C'est cela que nous appelons une Europe à visage humain.

### Pour une Europe des peuples

Nous vivons au Pays Basque et nous pensons que le peuple basque, comme tous les peuples opprimés, doit avoir le droit à l'autodétermination. Les États espagnol et français refusent aujourd'hui tout dialogue malgré le nouveau contexte. Nous sommes partie prenante des mobilisations en faveur des droits des prisonniers-ères et des exilé-e-s et pour faire avancer le processus de Paix.

L'Europe pour laquelle nous nous battons ne sera pas une Europe à deux vitesses au sein de laquelle les nations les plus riches exploitent de façon éhontée les pays les plus pauvres. Dans une Europe réellement démocratique, dans une Europe socialiste, toutes les nations - petites et grandes - seront traitées sur un pied d'égalité.

Voilà les idées que défendra le NPA dans cette consultation, des idées qui ne sont nullement originales mais font partie, depuis maintenant plus d'un siècle, de l'héritage du mouvement ouvrier socialiste et communiste et auxquelles nous restons fidèles.





**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

***Pour une Europe  
des travailleurEs et des peuples,  
Envoyons valser l'austérité  
et le gouvernement!***

Liste conduite par

**Philippe Poutou**

Vous pensez que l'Union européenne est une machine de guerre contre les classes populaires, les salaires, la protection sociale, les services publics et le code du travail, une machine bureaucratique destinée à servir les intérêts des multinationales et de la finance, une machine antidémocratique actionnée par des politiciens qui ne nous représentent pas ? Vous avez raison et le PS comme l'UMP qui nous expliquent l'inverse mentent.

### **Cette Europe n'est pas la nôtre !**

Depuis des années, la gauche comme la droite construisent cette Europe de la Banque centrale européenne (BCE), de la commission européenne et du FMI.

Depuis le début de la crise leur seule politique c'est l'austérité à perpétuité, ils imposent aux peuples une régression sociale dramatique, en particulier en Grèce, au Portugal et en Espagne.

A peine arrivé au pouvoir, et contrairement à sa promesse, François Hollande a entériné le traité budgétaire (TSCG), la règle d'or de l'austérité, voulu par Sarkozy et Merkel. Il continue de brader les services publics en premier lieu la santé et l'Éducation, de remettre en cause les droits des salariéEs, ceux des femmes, d'attaquer les retraites au nom de la lutte contre les déficits budgétaires et de la compétitivité, de la concurrence dite « libre et non faussée ».

Avec le « pacte de responsabilité », lui et son nouveau premier ministre Valls, distribuent aux patrons 30 milliards d'euros, coupent les financements de la Sécurité sociale et annoncent 50 milliards d'économies sur l'ensemble des budgets publics et de la sécurité sociale.

Le Grand Marché Transatlantique entre L'Union européenne et les États-Unis veut démanteler les normes limitant les profits des multinationales.

La politique agricole commune, au service des grands groupes agro-alimentaires, se fait contre l'intérêt des populations rurales et de millions d'êtres humains frappés par la famine dans le monde.

Loin d'agir pour la paix, l'Europe capitaliste intervient dans le monde, en Afrique en particulier à l'initiative de la France, pour maintenir la domination des vieilles grandes puissances occidentales.

La fermeture des frontières de l'Europe forteresse sanctuarisée par le traité de Schengen provoque des drames humains et la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre, la misère et la faim.

### **Le repli national, un piège mortel**

Le Front national dénonce la tyrannie de Bruxelles pour mieux défendre une politique nationaliste et chauvine qui prône le retour au Franc et le repli national. Un tel retour en arrière ne ferait qu'aggraver encore le sort des populations. Cette politique, extrêmement dangereuse, vise à diviser les travailleurs, à les enfermer dans les limites des frontières pour le plus grand profit des capitalistes.

Seuls les peuples en lutte, rompant avec la politique des classes dominantes, pourront rejeter ce piège pour construire une Europe en rupture avec la concurrence, la course au profit, la compétitivité et les rivalités entre nations.

### **Pour une Europe des travailleurs, des travailleuses et des peuples.**

Les révoltes grecques, portugaises, espagnoles ou venues des Balkans, de Tuzla, portent les mêmes aspirations de justice sociale, de liberté, d'égalité, de démocratie, de pouvoir par et pour les millions de travailleurs qui produisent les richesses. Seules des résistances, des luttes coordonnées à l'échelle européenne, permettront la construction d'une autre Europe au service des besoins sociaux et environnementaux et des rapports de solidarité.



LISTE CIRCONSCRIPTION SUD-OUEST

#### **1. Philippe POUTOU**

47 ans, ouvrier auto - militant syndical  
(33, Aquitaine)

#### **2 Stéphanie FONT**

41 ans, agent administratif - militante syndicale  
et antiraciste  
(66, Languedoc Roussillon)

#### **3 Yann PUECH**

34 ans, cheminot - militant syndical,  
(31, Midi-Pyrénées)

#### **4 Mònica CASANOVA**

48 ans, enseignante - militante syndicale - élue  
municipale Lormont  
(33, Aquitaine)

#### **5 Thomas BALENGHIEN**

35 ans, chercheur CIRAD - militant syndical  
tête de liste municipales Montpellier  
(34, Languedoc Roussillon)

#### **6 Nadia DENIS HAMMADI**

49 ans, formation aide-soignante, au chômage  
(81, Midi-Pyrénées)

#### **7 Eric LACLAU**

43 ans, ouvrier aéronautique, militant syndical  
(33, Aquitaine)

#### **8 Fatima ICHER**

41 ans, agent SNCF,  
(34, Languedoc Roussillon)

#### **9 François FAVRE**

51 ans, agriculteur - syndicaliste paysan  
(32, Midi-Pyrénées)



### Pour une Europe de l'urgence sociale :

- ➡ Un SMIC européen, des systèmes de protection sociale équivalents alignés sur les meilleurs, pour en finir avec la concurrence qui tire tout le monde vers le bas.
- ➡ L'interdiction des licenciements et une politique de partage de travail, d'embauches et de réduction massive du temps de travail pour en finir avec le chômage.
- ➡ L'augmentation de tous les salaires, pensions et allocations.

### Pour une Europe qui refuse la spéculation et les privatisations :

- ➡ L'annulation de la dette pour en finir avec la spéculation sur les finances publiques.
- ➡ La socialisation des banques dans un monopole public bancaire. L'arrêt des privatisations et l'extension des services publics pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux.

### Pour l'Europe de la transition écologique :

- ➡ Un plan de rupture énergétique pour la sortie du nucléaire et des énergies fossiles, le refus des gaz de schiste, la sobriété énergétique et le développement des énergies renouvelables.
- ➡ Une politique européenne de planification écologique avec des services publics décentralisés et gérés démocratiquement de transports non polluants, de l'eau, de protection de l'environnement et de l'énergie.
- ➡ Une politique agricole commune qui défende l'agriculture paysanne, sans pesticides ni OGM.

### Pour l'Europe de la solidarité avec les peuples du reste du monde :

- ➡ L'aide aux peuples qui luttent pour leurs droits, en particulier les peuples palestiniens et syrien; des sanctions contre les régimes qui les écrasent.

### Pour l'Europe de la démocratie et de l'égalité des droits :

- ➡ L'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à l'avortement et à la contraception gratuite pour toutes.
- ➡ L'égalité des droits pour les homosexuels, La libre circulation et la régularisation des sans-papiers, l'arrêt de toutes les discriminations, en particulier contre les musulmans ou les Roms, le droit de vote pour les étrangers résidents.
- ➡ L'issue à la crise du capitalisme et de l'Europe de la troïka, c'est notre intervention, celle des travailleurEs et des peuples pour conquérir les droits et les moyens de décider de leur sort.

## VOTEZ POUR UNE EUROPE ANTICAPITALISTE, SOLIDAIRE



**REFUSEZ L'AUSTÉRITÉ,**

**L'EUROPE DU PS ET DE L'UMP**

**REJETEZ LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE DU FN**

**SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES DES PEUPLES**



#### 10 Florence LOCCI

56 ans, privée d'emploi, conseillère du salarié (47, Aquitaine)

#### 11 Renaud CASTEL

43 ans, militant syndical, fonctionnaire à Uzès (30, Languedoc Roussillon)

#### 12 Hegoa GARAY

27 ans, intermittente du spectacle (31, Midi-Pyrénées)

#### 13 Florent DIARTÉ

29 ans, agent municipal - militant syndical (40, Aquitaine)

#### 14 Elisabeth ANDOLFO

56 ans, retraitée enseignement militante associative et écologiste (66, Languedoc Roussillon)

#### 15 Nicolas BESTARD

37 ans, médiateur en prévention des violences (12, Midi-Pyrénées)

#### 16 Sylvie LAPLACE

64 ans, employée municipale retraitée, militante syndicale, (64, Aquitaine)

#### 17 Christian ZUERAS

58 ans, retraité service public - militant syndical (65, Midi-Pyrénées)

#### 18 Marie FAURÉ

31 ans, précaire Education nationale, élue municipale à Talence (33, Aquitaine)

#### 19 Sébastien PARNEIX-OLLIER

39 ans, éducateur spécialisé - militant syndical (30, Languedoc Roussillon)

#### 20 Marie-Eve CALVES

55 ans, infirmière - militante syndicaliste (32, Midi-Pyrénées)

## POUR LA RÉOLUTION POLITIQUE, DÉMOCRATIQUE ET PACIFIQUE DU CONFLIT !

Les mois et les années passent. Le processus de résolution du conflit en est à sa troisième année mais reste à sens unique, les États espagnol et français persistant dans leur refus de tout dialogue.

### Halte à la répression !

Le 7 avril dernier, le tribunal correctionnel de Paris a condamné un jeune couple dans le cadre de la découverte d'une cache d'armes d'ETA dans l'Hérault, c'était en 2009. Cinq ans de prison dont un avec sursis pour Julen Mujika ; deux ans de prison pour Intza Oxandabarratz, mère d'un enfant de deux ans. L'État français et sa justice suivent Madrid et refusent tout répit dans la voie répressive. Pourtant Intza, selon son avocate, a toujours nié toute implication dans cette affaire. Pourtant l'ETA en a terminé définitivement avec la lutte armée. Pourtant la société civile du Pays Basque et nombre d'organisations font avancer le processus de paix avec l'appui de secteurs significatifs de la Commu-

nauté internationale.

### Pour le rapprochement des prisonniers !

Lors de la conférence de presse du 11 avril, les avocates des prisonnier-e-s politiques basques (presos) incarcéré-e-s en France – au nombre de 105, réparti-e-s dans 32 prisons - ont annoncé qu'ils allaient demander leur transfert au plus près du Pays Basque.

Ce sont d'abord vingt-cinq d'entre eux, détenus depuis plus de 10 ans, l'un gravement malade, qui demandent leur rapatriement et la fin de la dispersion.

Jusqu'à présent, c'est le Collectif des Prisonniers (493 détenu-e-s en France et en Espagne) qui faisait des requêtes groupées, de fait symboliques. Vu le refus de tout geste d'apaisement de la part des gouvernements espagnol et français, le Col-

lectif a décidé d'utiliser la voie légale.

Pour la première fois, les presos demandent à titre individuel le rapprochement. En cas de non réponse dans un délai de deux mois, des procédures seront engagées au cas par cas.



**DROITS DE L'HOMME - RÉOLUTION - PAIX  
GIZAESKUBIDEA - KONPONBIDEA - BAKEA**

### 14 Juin à 16h, manifestation à Lauga-Bayonne

Appelée sur la base d'un manifeste signé par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives et des « personnalités », cette manifestation s'inscrit dans le processus de paix en cours.

Le manifeste apprécie comme éléments centraux dans ce processus les feuilles de route du Collectif



des presos et du Collectif des exilé-e-s qui s'engagent en effet totalement en faveur de la résolution du conflit. Il estime prioritaire la fin de toutes les mesures d'exception, dénonce l'utilisation de la torture dans l'État espagnol. Il demande en particulier :

- pour les prisonnier-es... la libération immédiate pour celles et ceux gravement malades, et plus particulièrement celle d'Ibon Fernandez Iradi ; la fin de la dispersion, le regroupement et le rapprochement... ; l'accession aux libérations conditionnelles pour celles et ceux qui en remplissent les conditions

- pour les exilé-e-s : le retour de celles et ceux qui ont été expulsés par la France au début des années 80 vers un pays tiers (Cuba, Cap Vert, Venezuela etc.)

C'est pour appuyer ces demandes qu'est organisée la grande manifestation du 14 juin.

**Chaîne humaine**  
le 10 mai à 11h  
devant la mairie de Bayonne  
pour la libération immédiate  
d'Ibon Fernandez Iradi  
preso gravement malade  
incarcéré à Lannemezan

**Appel-pétition**  
pour la manifestation du 14 juin

A signer massivement :  
[www.nierebanoa.org](http://www.nierebanoa.org)

# La crise ukrainienne

## Un affrontement entre impérialistes rivaux



Comme on pouvait s'y attendre la conférence de Genève qui réunissait autour de la même table représentants de la Russie, des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Ukraine, n'a finalement rien donné. "L'accord" qui avait été négocié - et qui prévoyait notamment le désarmement des milices pro-russes dans l'Est et le Sud de l'Ukraine et leur évacuation des bâtiments publics qu'elles occupaient de force - n'a jamais été appliqué. Et l'opération militaire lancée par l'armée ukrainienne contre la ville de Sloviansk, aux mains des pro-russes, ressemble plus à une gesticulation destinée à calmer les plus nationalistes des Ukrainiens qu'à une réelle tentative de reprendre l'Est du pays par la force.

Pour bien comprendre le poker menteur auquel se livrent les différentes parties en présence il faut revenir quelques décennies en arrière, vers les années 1990-91. A l'époque l'effondrement plus l'implosion de l'URSS et du bloc soviétique ont permis aux différents pays capitalistes occidentaux - au premier rang desquels les États-Unis - de prendre ou de reprendre pied dans des pays qui avaient échappé à leur emprise depuis fort longtemps. C'était notamment le cas des ex-républiques soviétiques des pays baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie) de la Moldavie ou de l'Ukraine mais aussi des anciennes démocraties populaires comme la Hongrie, la Pologne, la Roumanie ou la Bulgarie. Nombre de ces pays ont rejoint (ou souhaitent rejoindre) soit l'OTAN, l'alliance militaire dirigée lors de sa création contre l'URSS mais aujourd'hui contre la Russie, soit l'Union européenne, soit les deux.

Le statu quo né de la disparition de l'URSS est donc particulièrement avantageux aux pays impérialistes occidentaux qui ont tout intérêt à le préserver. C'est exactement l'inverse pour la Russie qui veut le modifier en sa faveur. D'où le caractère "agressif" de sa politique, pas seulement en Europe de l'Est mais aussi dans le Caucase avec son annexion en 2008 de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.



L'affrontement entre un impérialiste russe, qui rêve de rechausser les bottes conquérantes des anciens tzars, et des impérialistes occidentaux qui veulent préserver leur butin en toute tranquillité, se fait bien entendu au nom de nobles idéaux, d'un côté "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" (et des russophones à rejoindre la Russie), de l'autre "le respect de l'intégrité territoriale" de l'Ukraine aujourd'hui, des pays baltes ou de la Moldavie demain. Mais tout cela ne fait que cacher les rivalités inter-impérialistes qui secouent une fois encore la vieille Europe.

Pour l'instant Poutine, qui a pris le premier l'offensive, semble avoir le vent en poupe mais il y a certainement des lignes rouges qu'il ne pourra pas franchir, par exemple s'en prendre aux États baltes qui possèdent eux-aussi des minorités russophones mais qui sont membres de l'OTAN, ce qui provoquerait sans doute une réaction militaire de l'Alliance Atlantique, et en premier lieu des États-Unis. Ensuite l'agitation entretenue parmi les Russophones vivant hors de la Fédération de Russie commence à inquiéter deux des principaux alliés de Moscou, la Biélorussie et le Kazakhstan, anciennes républiques soviétiques liées à la Russie au sein d'une Union douanière

En effet ces deux pays possèdent eux aussi une large population russe et la rhétorique poutinienne - appuyée par le Patriarcat orthodoxe de Moscou - sur le retour des terres russes à la Sainte Russie pourrait signifier pour eux le risque d'une annexion partielle ou totale de leurs territoire par le grand frère moscovite. Ce dont ils ne veulent à aucun prix.

Personne ne peut savoir comme va se terminer cette crise et si un compromis acceptable pour toutes les parties en présence sera finalement trouvé. Ou bien si elle risque de faire tâche d'huile et de s'étendre à d'autres pays. Quoiqu'il en soit la situation actuelle peut dégénérer à tout moment en un affrontement armé d'importance. Ce qui confirme encore une fois la prédiction de Jean Jaurès selon laquelle "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage".



# Livre

## Seul dans Berlin

### de Hans Fallada

Editions Denoël et d'ailleurs



Les éditions Denoël viennent de republier "Seul dans Berlin", livre écrit peu avant sa mort par l'écrivain anti-fasciste allemand Hans Fallada (1893-1947). Publié tout d'abord à Berlin, en zone occupée par les Soviétiques, l'ouvrage fut en partie censuré. C'est le texte original que nous restituons aujourd'hui cette nouvelle édition.

Mai 1940, Berlin fête la campagne de France. La ferveur nazie est au plus haut. Derrière la façade triomphale du Reich se cache un monde de misère et de terreur. "Seul dans Berlin" raconte l'histoire du quotidien dans un immeuble modeste de la rue Jablonski. Persécuteurs et persécutés y cohabitent. Fallada les suit pas à pas et les fait se croiser. La factrice, Eva Kluge, mariée à Enno, joueur invétéré, effectue ses tournées rue Jablonski. Elle livre l'organe de presse du parti nazi aux Persicke, qui fêtent la victoire sur la France à grandes lampées de schnaps, et dont les deux fils ont intégré les jeunesses hitlériennes. Aux autres étages habitent le juge

Fromm, à la retraite et Frau Rosenthal, femme juive, dénoncée et pillée impunément par ses voisins, et enfin le couple Quangel, auquel Eva annonce la mort de leur fils au front. Lui, Otto, est contremaître dans une usine. C'est un homme sec et taillé, qui semble n'avoir été toute sa vie qu'une bête de somme, sans aucun autre centre d'intérêt que le

déjouer longtemps la Gestapo avant de connaître une véritable descente aux enfers. Aucun roman n'a jamais décrit d'aussi près les conditions réelles de survie des citoyens allemands, juifs ou non, sous le troisième Reich, avec un tel réalisme et une telle sincérité. Fallada montre concrètement comment la peur omniprésente s'insinue dans

les âmes et corrompt la plupart des êtres. Il souligne, par le simple récit, comment la délation et la cupidité règnent partout dans un régime totalitaire.

Primo Lévi avait salué en son temps ce roman

comme « *l'un des plus beaux livres sur la résistance allemande antinazie* ». Et l'ouvrage, qui s'inspire de la vie d'un couple bien réel (Elise et Otto Hampel dont Fallada retrouva le dossier dans les archives de la Gestapo), mérite amplement ce compliment.

\* à noter que "Seul dans Berlin" vient d'être adapté à la scène par René Fix et est joué actuellement au théâtre du Lucernaire à Paris.



travail qu'il devait accomplir. Mais aux côtés de sa femme, Anna, poussé par un simple sentiment d'injustice, sa révolte mûrit lentement. Tous les dimanches, sa femme et lui écrivent des tracts hostiles au régime qu'ils sèment un peu partout dans Berlin, dans les immeubles ou le rebord des fenêtres, en espérant que d'autres Berlinoises feront de même, gripperont la machine nazie, renverseront le Führer et mettront fin à la guerre. Ils

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

**librairie**  
la-breche.com

13, 27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44  
@contact@la-breche.com

